SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 25 MARS 1847.

Rapport de la Commission des Naturalisations sur la demande de naturalisation ordinaire du sieur Pierre Joseph Boland, sergent au 12^e régiment de ligne.

(Voir le N^o 93 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Par requête adressée à la Chambre des Représentants, le 26 octobre 1846, Pierre Joseph Boland, sergent au 12^e régiment d'infanterie de ligne, a demandé la naturalisation ordinaire.

Le pétitionnaire est né à Namur, le 29 novembre 1811, d'un père et d'une mère belge; mais étant entré au service de la Belgique en 1830, et ayant obtenu le grade de caporal en 1833, il fut rayé des contrôles, comme déserteur, le 18 février 1834. Depuis lors jusqu'en 1837, il a servi en Espagne dans la légion étrangère. Rentré en Belgique en 1837, il fut condamné par le Conseil de Guerre de la 5^e Division à trois mois d'emprisonnement pour cause de première désertion et vente d'effets et d'habillements. A l'expiration de sa peine il rentra au service et parvint au grade de sergent le 16 mars 1841.

Le pétitionnaire a perdu la qualité de Belge, aux termes de l'art. 2 du Code Civil, pour avoir pris du service militaire à l'étranger sans autorisation du Roi. Il demande donc à la recouvrer en alléguant pour excuse l'entraînement et l'erreur de sa jeunesse; les autorités consultées sur sa demande, ont pensé en effet qu'elle pourrait lui être accordée et que la légèreté de la condamnation qu'il avait subie, prouvait que le fait imputé au sieur Pierre Joseph Boland avait été considéré par le Conseil de Guerre comme un acte d'étourderie, en même temps que le grade de sergent qui lui avait été rendu attestait qu'il avait su faire oublier ce fâcheux antécédent par sa bonne conduite et son zèle.

Cependant votre Commission, avant de vous faire son rapport sur la demande du sieur Boland, qui a été prise en considération par la Chambre des Représentants à la majorité de 41 suffrages contre 12, a cru devoir la soumettre à l'avis de M. le Ministre de la Guerre; et ce haut fonctionnaire, par sa dépêche du 11 de ce mois, lui répond que depuis 1842 ce sous-officier montre beaucoup de zèle dans le service et que l'on n'aurait pas eu le moindre reproche à lui faire, si le 2 juillet 1846 il ne se fût oublié au point de frapper une recrue, fait pour lequel il été provisoirement suspendu de son grade.

DE HAUSSY, Rapporteur.